

Mémoire de **Québec d'abord**,
Opposition officielle à la Ville de Québec soumis
au ministre des Finances dans le cadre des
consultations prébudgétaires 2024-2025

Le 1^{er} février 2024

Le 1^{er} février 2024

M. Eric Girard
Ministre des Finances
Ministère des Finances du Québec
390, boul. Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4

Objet : Consultations prébudgétaires 2024-2025

Monsieur le Ministre,

Nous, conseillères et conseillers de la ville de Québec, réunis sous la bannière **Québec d'abord**, souhaitons vous partager quelques-unes de nos préoccupations et réflexions dans le cadre de vos consultations prébudgétaires 2024-2025. Nous participons à cet exercice depuis déjà quelques années et nous avons été heureux de constater que certaines de nos suggestions ont été retenues. C'est le cas entre autres de l'acquisition des terres des Sœurs de la Charité, de même que l'installation de nouvelles stations d'échantillonnage pour assurer une meilleure qualité de l'air dans les quartiers centraux de la ville de Québec (2022).

Depuis que nous vous avons écrit l'an dernier, la situation économique du Québec en général et de la ville de Québec en particulier, s'est malheureusement bien dégradée. Stagnation de l'économie, fermetures de nombreux commerces et entreprises, augmentation de l'inflation et des taux d'intérêts, pénurie toujours aussi importante de main-d'œuvre, autant d'épées de Damoclès qui freinent notre développement économique. Les résultats du récent sondage *Conjoncture 2024* brossent un portrait pessimiste des perspectives d'affaires dans la région pour l'année qui commence. Le président-directeur général de Québec International, Carl Viel, a affirmé à Radio-Canada qu'il n'a jamais vu une pareille situation en 15 ans au sein de l'organisation.¹

Sur le seul plan des mises en chantier, la RMR de Québec a connu un recul de plus de 40%, une situation critique. La difficulté à se loger pousse certains citoyens à l'endettement et à l'appauvrissement. Il est urgent d'agir. La crise du logement frappe de plein fouet notre ville avec un taux d'inoccupation à 0,9%, le taux le plus faible en 15 ans², et son administration semble à court d'imagination et de moyens pour répondre à la crise et stimuler la construction de nouveaux logements.

Sur un autre plan, Québec a connu une augmentation du nombre de personnes itinérantes tel qu'en fait foi le recensement effectué l'an dernier. Votre ministère ayant pignon sur rue dans le quartier Saint-Roch, cette situation ne peut donc vous échapper.

Un coup de barre s'impose. Le gouvernement doit faire plus pour sa capitale qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant. Le mandat de réévaluer le projet structurant de transport en commun, le tramway, confié

¹ [L'optimisme des entrepreneurs de Québec en chute](#), Radio-Canada, Magalie Masson, 31 janvier 2024.

² [SCHL : Rapport sur le marché locatif de 2024](#)

par votre gouvernement à la CDPQ Infra paralyse le projet, le fragilise et pourrait contribuer à plomber le développement économique de toute la région, au même titre que l'abandon du projet de zone d'innovation InnoVitam, sacrifié au profit d'investissements sur la rive-sud de Québec et la fin abrupte des activités de l'entreprise Médicago. Les 7,5 M\$ versés aux Kings de Los Angeles ne compenseront pas ces pertes d'investissements ni ne permettront de soutenir l'essor et le dynamisme de nos entreprises. Notre région a besoin de projets plus porteurs que le Marché Champlain.

La population s'attend à davantage de la part d'un gouvernement qui détient une majorité de sièges dans la région, en plus de compter 5 ministres importants sur les deux rives du fleuve. En souhaitant que ce document puisse vous servir de boussole.

Veuillez recevoir nos salutations distinguées.

Claude Villeneuve
Chef de l'Opposition officielle
Conseiller municipal de Maizerets-Lairet

Alicia Despins
Conseillère municipale de Vanier-Duberge

Véronique Dallaire
Conseillère municipale
des Saules-Les Méandres

Anne Corriveau
Conseillère municipale
de la Pointe-de-Sainte-Foy

Isabelle Roy
Conseillère municipale de Robert-Giffard

Louis Martin
Conseiller municipal
de Cap-Rouge-Laurentien

Patricia Boudreault-Bruyère
Conseillère municipale
de Neufchâtel-Lebourgneuf

Demandes de Québec d'abord pour améliorer la qualité de vie des citoyennes et citoyens de la ville de Québec

1. Habitation et logement abordable

Notre ville connaissait déjà une pénurie importante de logements avec le faible taux d'occupation mais cela est exacerbé par l'augmentation du taux d'inflation et par l'augmentation des taux d'intérêts qui fragilisent la situation de nombreux propriétaires. La situation est encore pire pour les locataires. C'est devenu difficile de trouver un logement à Québec. Il est temps que votre gouvernement, en collaboration avec le gouvernement fédéral, mette sur pied un programme pour financer la construction de nouveaux logements pour les familles moins favorisées. L'augmentation importante des transformations d'appartements en hébergement touristique (Airbnb) ou encore les « rénovictions » parfois abusives compliquent la situation. La Vision de l'habitation de la Ville de Québec présentée en 2020 tarde à se réaliser, faute de soutien du gouvernement provincial.

Demandes :

- Déployer un programme spécial de soutien aux zones à fort potentiel en collaboration avec le fédéral afin d'augmenter l'offre de logements à Québec, notamment sur les friches de la 41^e Rue, le terrain vacant de la rue de Verdun et la zone du Colisée sur le site d'ExpoCité;
- Nous réitérons le souhait de voir se construire au moins 500 logements sociaux annuellement pour Québec pour les 5 prochaines années;
- Poursuivre l'évaluation des hypothèses de reconversion des bâtiments de l'Hôtel-Dieu de Québec pour assurer de conserver un nombre critique de travailleurs dans le Vieux-Québec et de créer du logement dans les autres bâtiments ou terrains accessoires;
- Mettre en place une stratégie concrète pour mettre fin à l'hécatombe de fermetures de résidences privées pour aînés (RPA);
- Considérant le faible nombre de projets sélectionnés pour le Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) (2 pour la Capitale-Nationale), nous souhaitons voir le gouvernement mettre rapidement en branle une phase 2 aux appels à projets.

2. Culture et patrimoine

Fière de ses 416 ans d'histoire, Québec, berceau de l'Amérique Française en Amérique du Nord, joyau du patrimoine mondial de l'UNESCO, a des besoins plus importants que d'autres villes à cause de son patrimoine riche de quatre arrondissements historiques.

La situation économique actuelle a un impact important sur la protection du patrimoine. De plus en plus de maisons ou de bâtiments patrimoniaux sont négligés ou pire, abandonnés, faute de budget suffisant pour des rénovations ou des travaux de reconstruction. Il conviendrait de trouver une solution rapide au problème criant de l'assurance des bâtiments patrimoniaux. À cause des coûts trop élevés de reconstruction à neuf, les compagnies d'assurances refusent de plus en plus d'assurer les bâtiments patrimoniaux, au grand dam de leurs propriétaires.

Demandes :

- Nous voudrions une augmentation des enveloppes consacrées à la culture pour rétablir l'équilibre avec la part occupée par la sauvegarde du patrimoine bâti dans les ententes entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (MCCQ);
- Nous souhaitons la poursuite de la construction de la maison mère des Espaces bleus au Séminaire de Québec, soulignant l'importance d'avoir une présence phare dans un lieu emblématique du Vieux-Québec;
- Trouver, en collaboration avec le milieu, une vocation aux anciennes Nouvelles casernes, peut-être en lien avec la collection archéologique de la ville de Québec;
- Le fonds des grands événements, récupéré par la Commission de la Capitale-Nationale du Québec pourrait être davantage mis à contribution pour assurer le rayonnement culturel de la région de Québec, en concordance avec la nouvelle Vision événementielle de la Ville de Québec;
- Nous sollicitons une intervention concertée du gouvernement et des villes via les unions municipales auprès des compagnies d'assurances pour trouver une solution pour aider les propriétaires qui ne parviennent plus à assurer leurs bâtiments patrimoniaux;
- Nous réitérons notre soutien aux projets d'agrandissement des installations du théâtre Premier Acte et la construction de l'Espace Riopelle au Musée national des beaux-arts du Québec.

3. Mobilité et transport

Bien que nous attendions les résultats de l'analyse de CDPQ Infra pour le projet de tramway de la ville de Québec et du projet de Réseau express de la Capitale (REC) du gouvernement du Québec, d'autres mesures en matière de mobilité et de transport pourraient facilement être adoptées pour améliorer la fluidité et assurer la sécurité de la population. Nous sommes particulièrement préoccupés par la mobilité et la desserte en transport en commun dans les arrondissements situés en périphérie du centre-ville.

Demandses :

- Nous souhaitons toujours que soit évaluée la fermeture de la sortie François-de-Laval de l'autoroute Dufferin-Montmorency en attendant sa transformation en boulevard urbain, respectant ainsi les recommandations du coroner Nicole pour sécuriser l'intersection;
- Nous demandons que le MTQ poursuive les études de transformation de la partie de l'autoroute Laurentienne au sud du boulevard Hamel en boulevard urbain, en adéquation avec le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du pôle urbain Hamel-Laurentien de la Ville de Québec;
- De plus, nous réitérons notre demande de compléter les études pour la gestion dynamique des voies sur le pont Pierre-Laporte et que le gouvernement du Québec contribue à ce que l'entente visant le rachat du pont de Québec par le gouvernement fédéral se réalise enfin;
- Financer adéquatement le transport en commun, incluant le service de transport adapté, afin que la société de transport ait les ressources financières nécessaires pour améliorer la desserte hors des arrondissements centraux et ainsi mieux desservir les usagers en périphérie du centre-ville;
- Enfin, nous rappelons notre demande de la construction d'un pont d'étagement à l'intersection de l'autoroute Robert-Bourassa et le boulevard Lebourgneuf pour faciliter la mobilité dans ce secteur déjà sous pression. D'ailleurs, une étude sur cette intersection est en cours et nous attendons avec impatience ses conclusions.

4. Développement économique et pénurie de main-d'œuvre

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec en fait sa priorité numéro 1 depuis plusieurs années, dans son mémoire soumis dans le cadre de vos présentes consultations prébudgétaires. Pendant que nous attendons encore des bénéfices concrets de la Zone économique métropolitaine (ZEM), nos entreprises traversent une période difficile. Si le principal problème est celui du recrutement de la main-d'œuvre, d'autres périls se profilent à l'horizon. Il faut des mesures concrètes pour soutenir nos entreprises qui en ont tant besoin.

Demands :

- Nous réitérons notre demande de mesures urgentes pour contrer la pénurie de main-d'œuvre par l'accueil de travailleurs de l'extérieur et par la poursuite des investissements en automatisation partielle des secteurs qui pourraient bénéficier de cette innovation;
- Nous demandons de rendre plus efficace la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes immigrantes, ainsi que le retour de la mesure des Certificats de sélection du Québec (CSQ) accordés aux étudiants étrangers dans nos collèges et universités car ce sont des gens formés dans nos institutions d'enseignement, qui parlent notre langue et qui vivent déjà dans nos communautés. Ce serait un geste concret pour attirer davantage de travailleurs sur le marché de l'emploi;
- Nous soutenons de plus les demandes formulées à plusieurs reprises par la FADOQ pour des mesures favorisant le maintien à l'emploi des travailleurs de plus de 60 ans. Pour ce faire, il faut bonifier le crédit d'impôts pour prolongation de carrière et le modifier pour qu'il soit remboursable afin de ne pas pénaliser ceux et celles qui souhaitent continuer d'apporter une contribution au marché de l'emploi qui a tellement besoin de cette main-d'œuvre d'expérience;
- Toujours dans la perspective d'augmenter le bassin de main-d'œuvre, nous demandons plus d'incitatifs pour le travail des personnes avec limitations fonctionnelles;
- Soutenir le développement de nouveaux parcs technologiques en investissant dans la décontamination de certains terrains qui pourront ainsi être réhabilités afin de favoriser l'arrivée de nouvelles entreprises et stimuler la création d'emplois;
- Enfin, nous demandons le maintien des crédits d'impôt accordés à l'industrie québécoise des effets visuels et de l'animation, une mesure qui a permis à Québec de devenir une des plus importantes plaques tournantes dans le domaine des TI et du jeu interactif dans Saint-Roch.

5. Itinérance et soutien aux organismes sociaux

Lors du Sommet sur l'itinérance qui s'est tenu à Québec en septembre dernier, le ministre Carmant a fait l'annonce de sommes d'urgence pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables de notre société et pour soutenir les organismes qui assurent le bien-être des personnes vivant en situation d'itinérance ou souffrant de problèmes de dépendance ou de santé mentale. Ces sommes ont bien sûr été saluées par les maires et les professionnels qui œuvrent auprès de ces clientèles fragiles. Cependant, elles sont dérisoires face aux défis auxquels ils sont confrontés. Le gouvernement doit fournir un effort supplémentaire pour leur allouer un soutien financier additionnel afin de s'assurer qu'ils aient les ressources nécessaires pour faire face à la hausse des besoins d'accompagnement des personnes en situation d'itinérance que l'on voit de plus en plus en périphérie du centre-ville.

Demande :

- Bonifier de 25 M\$ sur 5 ans le soutien à la mission des organismes œuvrant auprès des personnes en situation d'itinérance afin d'assurer qu'ils aient les ressources nécessaires partout sur le territoire de la ville pour faire face à l'augmentation des besoins en services, en accompagnement, en hébergement et en logement de transition.

6. Statut de capitale nationale³

Le 13 décembre 2023, les représentants du gouvernement du Québec et des municipalités ont signé la Déclaration de réciprocité concernant le nouveau partenariat entre le gouvernement du Québec et les gouvernements de proximité. Cependant, l'entente ne tient pas compte du statut de la ville de Québec en tant que capitale nationale du Québec, statut qui comporte des responsabilités importantes quant à l'essor économique et au rayonnement de la Ville. Pourtant, la subvention annuelle à la Capitale-Nationale est fixée à 7,8 M\$ pour les cinq prochaines années, soit à la même hauteur depuis 2019, pour réaliser sa mission.

Demandes :

- Dorénavant, il serait souhaitable que la subvention à la Capitale-Nationale soit, au minimum, indexée annuellement à l'inflation;
- Poursuivre les démarches en vue de la réalisation de la phase 4 de la promenade Samuel-De Champlain.

³ [Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs](#), LQ 2016, c 31

Conclusion

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces demandes qui n'ont pour but que d'améliorer la qualité de vie des citoyennes et citoyens, un objectif que nous poursuivrons, vous et nous, sans relâche.

1. Annexe

Tableau récapitulatif des demandes des élues et élus de Québec d'abord

| | |
|--|--|
| Habitation et logement abordable | <ul style="list-style-type: none"> • Déployer un programme spécial de soutien aux zones à fort potentiel afin d'augmenter l'offre de logements à Québec (41e Rue, rue de Verdun et Colisée). • Construire au moins 500 logements sociaux annuellement pour Québec pour les 5 prochaines années. • Poursuivre les évaluations des hypothèses de reconversion des bâtiments de l'Hôtel-Dieu de Québec et créer du logement dans les autres bâtiments et terrains accessoires. • Mettre en place une stratégie concrète pour mettre fin à la vague de fermetures de résidences privées pour aînés (RPA) • Déclencher rapidement une phase 2 d'appel à projets pour le Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ). |
| Culture et patrimoine | <ul style="list-style-type: none"> • Augmenter les enveloppes consacrées à la culture pour rétablir l'équilibre avec la part occupée par la sauvegarde du patrimoine bâti dans les ententes entre la Ville et le MCCQ. • Poursuivre le projet de construction de la maison mère des Espaces bleus au Séminaire de Québec. • Trouver une nouvelle vocation des anciennes Nouvelles casernes en collaboration avec le milieu. • Mettre davantage à contribution le fonds des grands événements, afin d'assurer le rayonnement culturel de la région de Québec en concordance avec la nouvelle Vision événementielle de la Ville de Québec. • Mettre sur pied un programme visant à aider les propriétaires qui ne parviennent plus à assurer leurs bâtiments patrimoniaux. • Poursuivre la réalisation des projets d'agrandissement du théâtre Premier Acte et de construction de l'Espace Riopelle au Musée national des beaux-arts du Québec |
| Mobilité et transport | <ul style="list-style-type: none"> • Évaluer la fermeture de la sortie François-de-Laval de l'autoroute Dufferin-Montmorency en attendant sa transformation en boulevard urbain. • Poursuivre les études de transformation de la partie de l'autoroute Laurentienne au sud du Boulevard Hamel en boulevard urbain. • Compléter les études pour la gestion dynamique des voies sur le pont Pierre-Laporte. • Financer adéquatement le transport en commun, incluant le service de transport adapté. • Construire un pont d'étagement à l'intersection de l'autoroute Robert-Bourassa et le boulevard Lebourgneuf. |
| Développement économique et pénurie de main-d'œuvre | <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesure urgentes pour permettre l'accueil de travailleurs de l'extérieur et poursuivre les investissements en automatisation partielle du secteur de la restauration et des autres secteurs qui pourraient en bénéficier. • Rendre plus efficace la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes immigrantes et reconduire la mesure des Certificats de sélection du Québec (CSQ) accordés aux étudiants étrangers. • Soutenir la FADOQ dans les mesures fiscales favorisant le maintien à l'emploi des travailleurs de 60 ans et plus. • Offrir davantage d'incitatifs pour le travail des personnes avec limitations fonctionnelles. • Soutenir le développement de nouveaux parcs technologiques. • Maintenir les crédits d'impôt accordés à l'industrie québécoise des effets visuels et de l'animation. |
| Itinérance et organismes sociaux | <ul style="list-style-type: none"> • Bonifier de 25M\$ sur 5 ans le soutien à la mission des organismes, en hébergement d'urgence et en logements de transition pour les personnes en situation d'itinérance sur le territoire de la Ville. |
| Statut de Capitale nationale | <ul style="list-style-type: none"> • Indexer annuellement à l'inflation la subvention à la Capitale-Nationale. • Poursuivre les démarches en vue de la réalisation de la phase 4 de la promenade Samuel-De Champlain. |